



# Transition Sociale Ecologique en Belgique (TSEB) ASBL

Sensibiliser aux enjeux socio-écologiques, les cartographier  
Rechercher et développer des moyens pour y répondre

Rapport d'activités  
Exercice 2025

TSEB ASBL  
Rue Moray 5/0031  
4000 Liège  
[info@tseb.be](mailto:info@tseb.be)  
BCE 1016.739.251

## Table des matières

1. Notes liminaires.....	3
2. Présentation et objectifs de TSEB .....	4
2.1. Objectifs de TSEB et principes fondamentaux.....	4
3. Introduction et objectifs de nos travaux.....	6
3.1. Introduction de notre approche méthodologique .....	6
3.2. Objectifs de nos travaux.....	10
4. Travaux .....	10
4.1. Limites à la transition énergétique... et décroissance ?! .....	10
4.2. Analyse de la décarbonation du parc automobile belge .....	16
4.2.1. Etude de répartition des Gaz à Effet de Serre (GES) dans le secteur de la mobilité .....	16
4.2.2. Analyse de l'électrification du parc automobile belge.....	18
4.3. Projet écohabitat léger autosuffisant.....	20
4.4. Interventions extérieures et démarches de sensibilisation .....	26
4.4.1. Réseaux sociaux .....	26
4.4.2. Interventions extérieures.....	28
5. Perspectives 2026.....	30

## 1. Notes liminaires

L'objet social de TSEB, motivé par la nécessité d'une transition sociale écologique mise en place démocratiquement, implique des changements au niveau de notre société avec, comme perspective, de garantir des conditions de vie dignes via la préservation des conditions d'existence de la société belge. Cela passe naturellement par le fait d'alerter nos concitoyens ainsi que les pouvoirs publics, et de travailler ensemble pour dégager des moyens d'action conformes aux enjeux. En outre, l'action de l'association dans et sur son environnement socioéconomique et politique est pleine et entière.

Pour ce faire, **le collectif**, ouvert à tout citoyen qui le souhaite, permet la mise en place et le développement de projets gérés démocratiquement, d'organiser des activités collectives telles que des projets, études, analyses et travaux, de s'informer et débattre sur les enjeux socio-écologiques tout en stimulant l'esprit critique ainsi que l'analyse critique de la société. Par conséquent, le collectif implique activement les individus et groupes de travail ainsi formés dans les instances du collectif, tandis que des représentants, nommés eux aussi par voie démocratique, font également partie de l'Assemblée Générale de l'association. Ainsi, TSEB produit également des rapports, des analyses et des études visant à éclaircir le débat autour de la transition sociale écologique et ses implications, mais aussi des articles et conférences avec pour objectif de viser un public aussi large que possible.

De plus, la démarche de sensibilisation entreprise par TSEB, qui a pour dessein de permettre à tout citoyen d'appréhender les enjeux tout en déconstruisant les paradigmes actuels lorsqu'il y a lieu de les remettre en question, et d'implémenter au besoin des modes d'organisation alternatifs, s'inscrit dans processus d'émancipation du citoyen via de nouvelles formes d'organisation tout à fait assumée par l'objet social.

Enfin, le développement, le renforcement et/ou la participation de TSEB à un ou plusieurs réseaux d'associations œuvrant pour une transition sociale écologique, fait tout autant partie de sa raison sociale.

Consciente de la portée limitée des contributions qui lui sont propres, et en conformité avec l'humilité qui la caractérise, l'ASBL TSEB ne cherche aucunement à s'autoproclamer dépositaire de la voie à suivre pour transitionner (ce qui, par ailleurs, conférerait beaucoup trop de pouvoir à une institution se voulant démocratique). Ainsi, depuis sa genèse, TSEB considère qu'une mise en relation avec d'autres associations afin d'élaborer des partenariats et projets communs, mutualiser les ressources et favoriser l'entraide, est indispensable à l'émergence d'une transition conforme aux enjeux.

## 2. Présentation et objectifs de TSEB

Transition Sociale Ecologique en Belgique (TSEB) est une association qui a pour mission de sensibiliser aux défis sociaux et écologiques. Elle se concentre sur l'analyse de ces enjeux et la recherche de solutions pour y répondre.

### 2.1. Objectifs de TSEB et principes fondamentaux

L'organisation d'une **transition écologique** à la fois **soutenable** (respectueuse des écosystèmes, des limites planétaires), **souhaitable** (démocratique, dans un esprit de justice sociale, dans le souci du bien-être) et **désirable** (réjouissante, qui fait sens, prospère, heureuse), **constitue l'ultime finalité de TSEB**, et la poursuite de sa raison sociale n'est motivée que par ce but.

Avec cet objectif, l'association défend et promeut le droit à un avenir, et plus particulièrement :

- le droit à une vie digne, l'absence de transition soutenable signifiant la poursuite de la dégradation des conditions de vie pour les humains, dont une menace pour l'Etat social ;
- le droit à s'associer, s'informer et s'exprimer politiquement à travers un partage des connaissances, des projets, des plans d'action et la mise en place de changements structurels accompagnant la transition, c'est-à-dire le droit à participer à la vie politique et ce, de façon démocratique.

Nos objectifs opérationnels pour préserver et renforcer ces droits sont les suivants :

- Grâce à des recherches validées et des collaborations avec des experts, **nous faisons le point sur les connaissances scientifiques** concernant des sujets comme le climat et les limites écologiques de notre planète. Cela nous pousse à réfléchir à de nouvelles façons d'organiser notre société en Belgique à la lumière des phénomènes sociaux, politiques, culturels qui sont à l'origine de l'anthropocène.
- **Nous partageons ces informations avec le grand public** à travers des ateliers, des conférences, des articles et les réseaux sociaux. Il est important que chacun ait accès à ces connaissances pour pouvoir agir ensemble face aux défis écologiques de manière pertinente.
- **Nous travaillons aussi à trouver des solutions pour faire face aux bouleversements environnementaux actuels et à venir.** Ces changements risquent d'aggraver les inégalités, c'est pourquoi nous développons des idées et des projets concrets (comme des habitats alternatifs ou des modes de transport plus écologiques) pour garantir des conditions de vie respectueuses de tous les citoyens, dans une volonté de revitaliser le processus démocratique.

Par conséquent, l'accomplissement de la raison sociale de TSEB devra nécessairement passer par l'étude, l'élaboration et la pratique d'autres façons de nous organiser socialement et socialement. En ce sens, **TSEB ne pourra d'aucune manière éclipser ces aspects pour des raisons purement idéologiques ou politiquement partisans.**

Pour mener à bien nos missions, nous nous basons sur **3 principes essentiels** :

- Le partage de connaissances : des informations accessibles à tous, sans viser des intérêts financiers.
- La solidarité et la coopération : travailler de façon égalitaire sans rapport de force.
- L'égalité : chaque citoyen a le droit de s'exprimer, d'être entendu et de participer aux décisions.

**Cette ambition nécessite la mise en réseau de TSEB** avec d'autres organisations qui œuvrent dans le même sens, ce à quoi TSEB prévoit également de dédier une partie de ses moyens.

### 3. Introduction et objectifs de nos travaux

#### 3.1. Introduction de notre approche méthodologique

Après la sortie du 6e rapport du GIEC, dont le contenu confirme par ailleurs l'ensemble des propos établis durant les phases de recherche/documentation de notre **collectif citoyen lancé en mars 2021**, il n'a jamais paru si crucial d'étudier de quelle manière nous pourrions agir le plus rapidement et efficacement possible face aux enjeux socio-écologiques de notre temps.

Dans ce cadre, l'une des actions les plus fondamentales à mener, est une drastique réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) anthropiques à partir d'aujourd'hui jusqu'en 2050, de manière à rester sous la limite des 2 degrés de réchauffement global.

En effet, il a été évalué qu'au-delà, des conséquences pour le moins dramatiques se produiraient à délirante fréquence, à tel point qu'énormément de régions du monde deviendraient inhabitables. Notons également qu'une élévation de la température moyenne globale de 2 degrés entraînerait déjà son lot de complications avec des bouleversements tels qu'ils impliqueraient d'énormes adaptations par rapport à aujourd'hui, d'où l'importance de limiter ce réchauffement autant que possible<sup>1</sup>.

**Au-delà de 3 degrés de réchauffement (3,5 – 4 °C), des milliards de vies humaines se retrouveraient profondément menacées (sans parler de toutes les espèces qui nous entourent et qui participent aux équilibres écosystémiques), dans un chaos sans précédent<sup>2</sup>...**

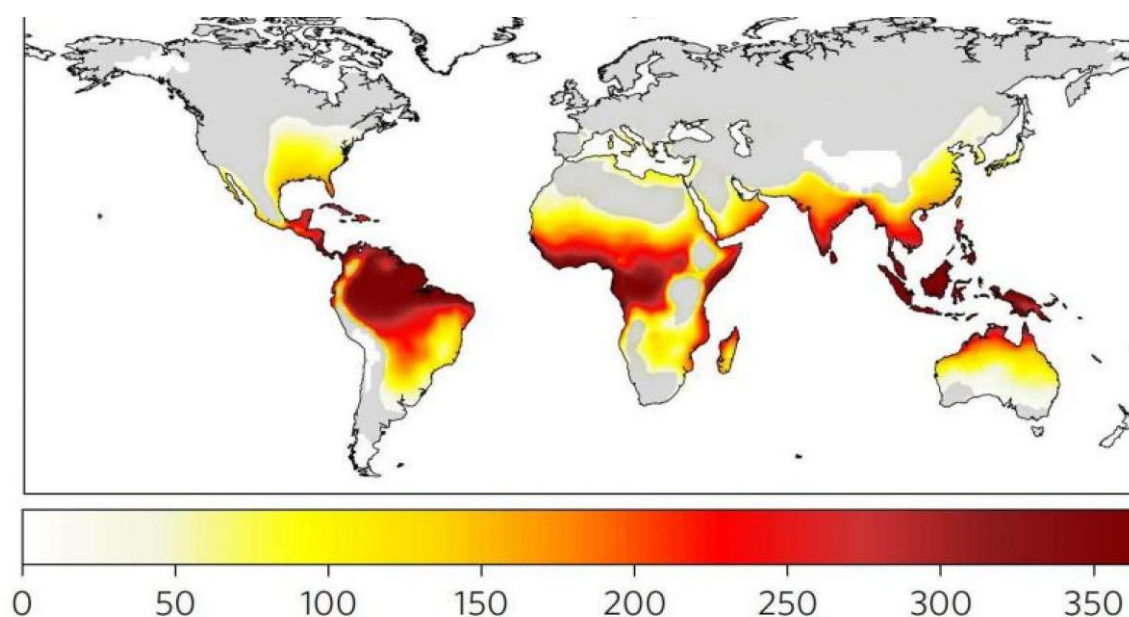


Figure 1 : nombre de jours avec vagues de chaleur létales d'ici 2100, pour un réchauffement global d'environ 4°C

<sup>1</sup> Voir les conséquences du changement climatique : <https://tseb.be/consequences-du-rechauffement-climatique/>

<sup>2</sup> Source : <https://www.preventionweb.net/quick/26986>

Or, les décisions politiques actuellement prises et les moyens mis en œuvre par la majorité des États, en particulier les États dits « développés », nous conduisent sur cette trajectoire mortifère au cours de la seconde partie de ce siècle<sup>3</sup>. C'est-à-dire à une période où les jeunes adultes d'aujourd'hui feront partie des seniors et où leurs enfants et petits-enfants espéreront prospérer, loin sans mal.

## Global greenhouse gas emissions and warming scenarios

Our World  
in Data

- Each pathway comes with uncertainty, marked by the shading from low to high emissions under each scenario.  
- Warming refers to the expected global temperature rise by 2100, relative to pre-industrial temperatures.

Annual global greenhouse gas emissions  
in gigatonnes of carbon dioxide-equivalents

150 Gt

100 Gt

50 Gt

Greenhouse gas emissions  
up to the present

0

1990 2000 2010 2020 2030 2040 2050 2060 2070 2080 2090 2100

No climate policies  
4.1 – 4.8 °C

→ expected emissions in a baseline scenario if countries had not implemented climate reduction policies.

Current policies  
2.5 – 2.9 °C

→ emissions with current climate policies in place result in warming of 2.5 to 2.9°C by 2100.

Pledges & targets (2.1 °C)  
→ emissions if all countries delivered on reduction pledges result in warming of 2.1°C by 2100.

2°C pathways  
1.5°C pathways

Data source: Climate Action Tracker (based on national policies and pledges as of November 2021).  
OurWorldinData.org – Research and data to make progress against the world's largest problems.

Last updated: April 2022.  
Licensed under CC-BY by the authors Hannah Ritchie & Max Roser.

Si nous n'agissons pas dès aujourd'hui pour organiser les changements et adaptations nécessaires, c'est dans une extrême souffrance que vivront une bonne partie des générations actuelles, sans même parler des générations à venir... C'est pourquoi, en tant que collectif citoyen, **nous estimons qu'il est impératif d'empêcher autant que faire se peut** ce que les « collapsologues » qualifient d'effondrement : pour éviter **d'évoluer dans une ère encore plus immergée dans l'incertitude**, n'attendons plus pour agir !

C'est en tout cas ce qu'on appelle de nos vœux au sein du collectif TSEB : réunir tout citoyen qui le désire autour d'une table de discussions, où la voix de chacun(e) est l'égal(e) de l'autre, avec l'espoir que cette démarche de regroupement de profils aussi divers et variés viendra autant renforcer les connaissances de chacun que celles du collectif, et contribuera à l'émergence d'une société plus en phase avec son environnement et ses semblables, dans une durabilité qui pour l'heure est incompatible avec l'esprit actionnarial que l'on connaît, mais qui pourtant règne en maître.

<sup>3</sup> Source : <https://ourworldindata.org/future-emissions>

Naturellement, l'interdépendance liée à la forme actuelle de mondialisation n'aide pas, et dans la balance, notre pays ne représente même pas 1% des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) à l'échelle mondiale. Pourtant, notre responsabilité n'est pas à négliger, car rappelons :

- que nous sommes le carrefour européen, et que nos décisions locales auront des répercussions importantes sur certains flux internationaux ;
- que notre rattachement à des pays très influents comme l'Allemagne et la France, nous donne une chance de les inspirer à faire aussi bien, et même mieux que nous ;
- que notre modèle économique nous rend extrêmement dépendants des importations et des énergies vis-à-vis d'autres pays/régions, ainsi que des exportations de produits finis (pas toujours écologiques, loin de là...)<sup>4</sup>, ce nous oblige à repenser notre économie et notre agriculture, surtout si la situation globale n'évolue pas favorablement ;
- que nous avons l'une des consommations en ressources naturelles et charges écologiques par habitant les plus élevées au monde<sup>5</sup>.

Certains fatalistes diront que c'est trop tard, d'autres que tout cela ne sert à rien. Pourtant, quand bien même les objectifs de notre association ne seraient pas atteints, qu'y aurait-il de regrettable dans l'instauration d'un échange entre citoyens sur des questions qui nous concernent tous ? Quoi qu'il advienne, l'aventure en vaut la peine !

Du changement pour ainsi dire il en faut. Mais par où commencer ?

En partant de ce postulat de départ, **les travaux de recherche et projets de notre association gravitent autour de 4 axes indissociables** que nous avons appelés thématiques, interconnectés et interdépendants :

- Les technologies et la technique, l'interaction entre les machines de l'anthroposphère et l'environnement (social, écologique)
- La société ou manière de s'organiser collectivement, de vivre ensemble et faire système
- L'anthropologie, la façon dont fonctionnent et se construisent les individus
- La biosphère, le fonctionnement des écosystèmes

<sup>4</sup> Sources :

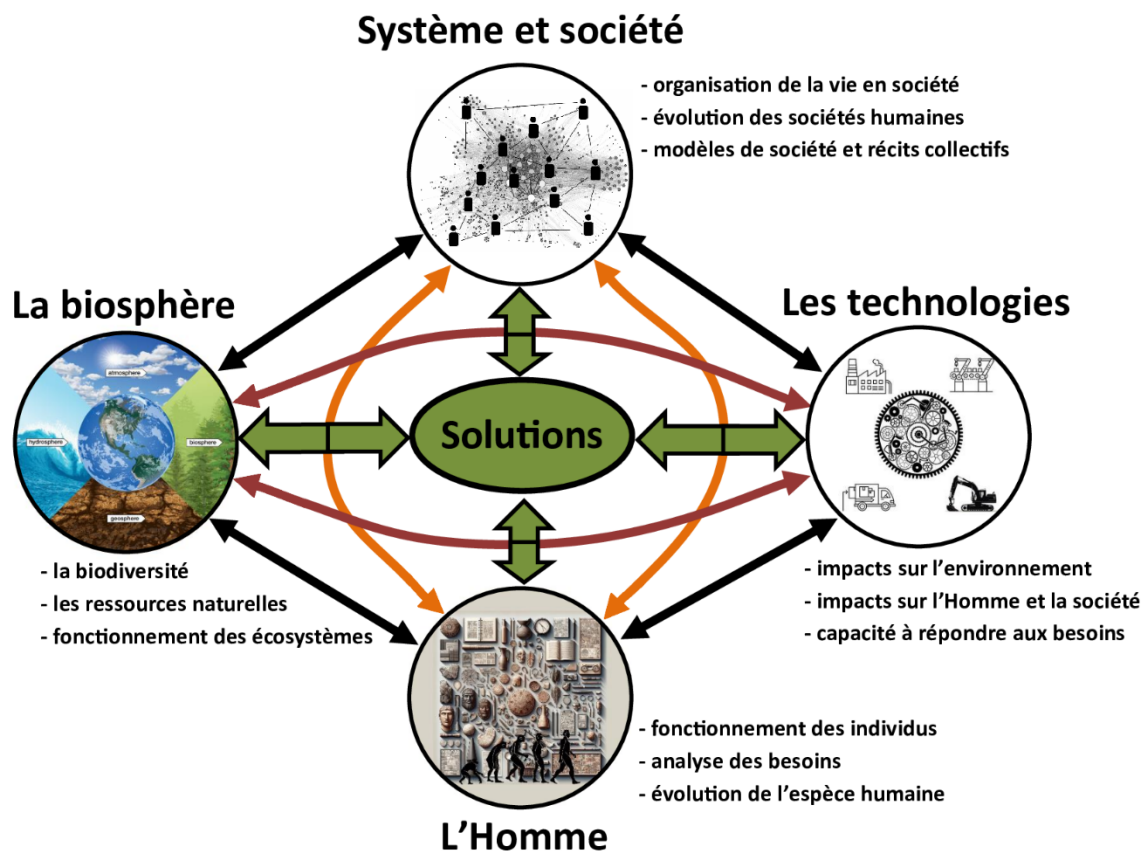
<https://journals.openedition.org/belgeo/20356>

<https://www.moustique.be/actu/2020/04/21/de-quels-pays-depend-la-belgique-et-pour-quels-produits-183482>

[https://www.feb.be/globalassets/actiedomeinen/internationaal/internationale-handel/nieuwe-vbo-reflect-steun-vrijhandel-kies-voor-groei/reflect-commerce-international\\_fr\\_10-12.pdf](https://www.feb.be/globalassets/actiedomeinen/internationaal/internationale-handel/nieuwe-vbo-reflect-steun-vrijhandel-kies-voor-groei/reflect-commerce-international_fr_10-12.pdf)

<sup>5</sup> Source : [https://www.rtbef.be/info/societe/detail\\_depuis-le-2-avril-la-belgique-a-epuise-les-ressources-que-la-planete-peut-offrir-en-un-an?id=9985690](https://www.rtbef.be/info/societe/detail_depuis-le-2-avril-la-belgique-a-epuise-les-ressources-que-la-planete-peut-offrir-en-un-an?id=9985690)

Si cette grille d'analyse est insuffisante pour rendre compte de la complexité des enjeux et problèmes posés par le dépassement des limites écologiques, cette simplification permet toutefois d'analyser les problématiques sous différents angles, dans une approche interdisciplinaire et une certaine transdisciplinarité, afin de recentrer nos débats et travaux sur les pistes les plus pertinentes possibles.



De cette façon, si une proposition faite dans le cadre d'un pilier donné, aussi brillante et séduisante semble-t-elle, invalide des savoirs propres à d'autres axes, elle peut être remise en question voire abandonnée pour laisser place à des corollaires plus en phase avec l'état actuel des connaissances.

Bien évidemment, il n'existe pas une seule vérité ou solution unique aux problèmes que nous traversons, mais à travers cette approche, nous espérons resserrer l'étau vers des possibilités qui se veulent les plus réalistes, souhaitables et efficaces. On peut d'ailleurs aisément appliquer cette méthodologie au système actuel, et rapidement s'apercevoir que ses limites ont déjà été atteintes... d'où l'intérêt d'explorer d'autres pistes.

Après divers travaux de recherche et documentations glanées çà et là en lien avec nos 4 thématiques, nous avons décidé de nous lancer dans l'étude et l'exécution de projets qui nous semblent fondamentaux pour réduire les émissions et la charge écologique de notre société.

### 3.2. Objectifs de nos travaux

Pour répondre à son objet social, l'ASBL TSEB prévoit toute une série d'activités, dont voici actuellement les principales :

- Rédaction d'articles sourcés sur le site internet (<https://tseb.be>) et interventions extérieures visant à sensibiliser le grand public aux enjeux socio-écologiques ;
- L'Organisation et la réalisation de différents projets, comme :
  - o la conception et le développement d'un écohabitat léger autosuffisant low-tech ;
  - o la fabrication d'un chauffe-eau solaire à effet thermosiphon et open-source ;
  - o l'étude des limites à la transition énergétique ;
  - o l'analyse de la durabilité de notre système d'alimentation ;
  - o la production d'un rapport sur la répartition des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur de la mobilité en Belgique ;
  - o la production d'un rapport analysant l'électrification du parc automobile belge ;
- Discussions, réflexions et débats menés en intelligence collective
- Recherche de pistes et moyens répondant aux enjeux socio-écologiques démocratiquement

## 4. Travaux

### 4.1. Limites à la transition énergétique... et décroissance ?!

Bien que des scénarios de décarbonation de l'économie existent, la faisabilité ou encore le caractère réaliste de ceux-ci sont rarement critiqués, voire reposent sur des hypothèses particulièrement optimistes, que ce soit du point de vue des progrès attendus en matière d'innovation technologique, de disponibilité et d'approvisionnement en ressources clés pour cette décarbonation, mais aussi au niveau de la vitesse de déploiement des infrastructures nécessaires, notamment dans une économie toujours axée sur la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB).

Par ailleurs, nous constatons que cette transition énergétique (et les scénarios qui en découlent) s'appuie exclusivement sur des principes peu ou prou identiques à ceux d'aujourd'hui, c'est-à-dire sur un modèle de société borné par des paradigmes principalement considérés comme invariants.

Or, nous pensons qu'un système fondé sur et s'articulant autour de rapports socio-économiques particulièrement déconnectés de la réalité physique, peu sensibles à l'extrême complexité du vivant, est très mal câblé pour répondre à la crise écologique qu'il a lui-même engendrée, dont le dérèglement climatique n'est qu'un des très nombreux aspects<sup>6</sup> (cf. le dépassement des limites planétaires<sup>7</sup>).

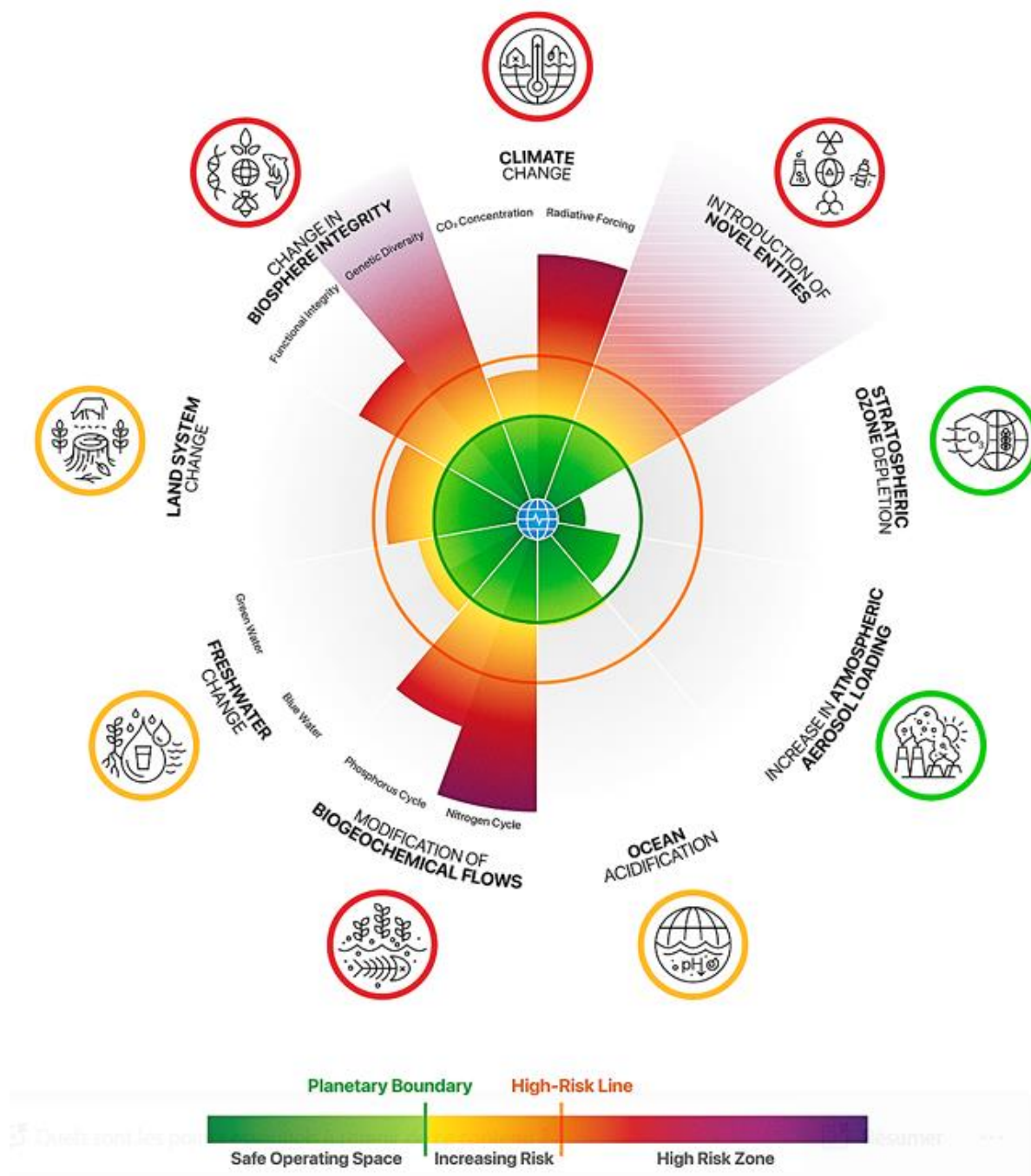


Figure 2 : représentation du niveau de dépassement des limites planétaires (7 limites dépassées depuis 2025)

<sup>6</sup> Notre article sur le sujet : <https://tseb.be/a-t-on-depasse-les-limites-planetaires/>

<sup>7</sup> Source (rapport « Planetary Health Check 2025 » du Postdam Institute) : [https://publications.pik-potsdam.de/rest/items/item\\_32589\\_5/component/file\\_33151/content](https://publications.pik-potsdam.de/rest/items/item_32589_5/component/file_33151/content)

Il apparaît finalement que, **la crise écologique ayant émergé dans un cadre bien particulier, nous ne pourrions vraisemblablement la résorber avec les mêmes logiques que celles qui l'ont générée.** Pour le dire autrement, le système en place (dans sa dimension politique et institutionnelle, socio-économique, culturelle, idéologique) a fort peu de chance d'y répondre durablement et efficacement dans sa configuration actuelle.

L'idée n'est évidemment pas d'imaginer que tout ce qui provient du système actuel est à jeter ou à changer, mais d'adapter et transformer ce qui doit l'être tout en gardant ce qui fait sens. Ces changements peuvent être amenés démocratiquement, essentiellement via 2 approches différentes :

- Une approche réformiste qui consiste en un changement progressif du système existant, s'inscrivant dans une certaine continuité ;
- Une approche radicale, qui correspond à un changement révolutionnaire, avec de profondes transformations et en rupture avec le système en place.

Quelques décennies plus tôt, nous aurions pu avoir foi en une approche réformiste qui nous aurait progressivement conduits vers des adaptations structurelles, mais il n'en fut malheureusement rien. Au-delà de cette infructueuse réformation, nous constatons surtout que nous nous sommes d'autant plus empêtrés dans le « business as usual », avec une accélération des forces productivistes et consuméristes, une artificialisation débridée, toujours plus de privatisation et même un renforcement de l'anthropocentrisme et de l'omnimarchandisation, qui n'ont cessé de toujours plus occulter toute la richesse du vivant et des activités non marchandes, pourtant si indispensables au bon fonctionnement des sociétés humaines : doit-on rappeler qu'un incendie fait croître le PIB, mais pas la pollinisation des abeilles<sup>8</sup>...

Cette dérive, au moins en partie inhérente au capitalisme en tant que système économique ainsi qu'au néolibéralisme, n'en est pas moins le fruit d'une construction idéologique, c'est-à-dire l'adoption par notre société d'un système de valeurs et conventions. Il s'avère cependant que celles-ci n'ont jamais cessé de nous éloigner des forces du vivant jusqu'ici.

Ce bilan dressé, nous pouvons donc considérer que l'évolution tendancielle relative à l'approche réformiste de ces dernières décennies, nous a d'autant plus rapprochés de situations de crise (économique, financière, écologique), elles-mêmes de plus en plus fréquentes et intenses.

Or, plus ces événements se répéteront et gagneront en magnitude, plus les aménagements requis pour en sortir seront difficiles à mettre en place dans de bonnes dispositions ; plus la conjoncture (devenant structure) exigera des changements d'ampleur, étant les seuls capables de stopper cette funeste inertie. Loin de simples réajustements paramétriques... Loin des réformes, donc.

---

<sup>8</sup> Notre article sur le sujet : <https://tseb.be/le-mythe-de-la-croissance-verte-et-les-limites-a-la-croissance/>

En l'état, puisque ce même modus operandi reste d'application dans les grandes lignes, difficile d'imaginer une réelle rupture avec la tendance actuelle de dépassement des limites écologiques demain matin : **les pressions environnementales de la Belgique restent à ce jour bien trop importantes et, globalement, baissent trop lentement** !<sup>910</sup>

Faut-il pour autant jeter en pâture des tentatives de réformation pertinentes ? Bien évidemment que non, tant elles peuvent préparer la société à bifurquer. Cependant, **il faut avoir conscience que de petits changements ne suffiront plus pour garantir des conditions d'habitabilité décentes.**

A contrario, une approche radicale au sens de changement systémique, repose sur la création d'un nouveau cadre exprimé indépendamment et en dehors du système existant, construit sur des bases nouvelles, pourrait-on dire ex nihilo (même s'il peut, et sans doute doit reposer sur des principes déjà existants).

Or, pour faire concurrence au système actuel, ces systèmes alternatifs émergents doivent pouvoir être massivement adoptés par le corps social, ce qui n'est pas garanti même dans le cas où de nouveaux systèmes proposeraient de meilleures perspectives pour le sort de la collectivité et du vivant. Au vu des délais imposés par la crise écologique, faudrait-il aussi que ces alternatives émergent assez rapidement, sans confondre vitesse et précipitation sous peine de développer de nouvelles crises et par conséquent, un total rejet.

Dans tous les cas, **chez TSEB, nous pensons** que les deux approches sont complémentaires et **qu'il nous faut à la fois envisager un changement de système, et une transformation progressive du système existant** dans l'optique d'ouvrir la voie à des changements structurels profonds. Comme dirait l'association Négawatt : pas de transition énergétique sans transition sociétale<sup>11</sup>.

Il est donc regrettable que **l'on envisage exclusivement la transition énergétique selon des changements sociétaux mineurs** (adaptations essentiellement infrastructurelles et techniques) pleinement inscrits dans le cadre actuel, mais **jamais dans un contexte socio-économique alternatif reposant précisément sur un changement total de paradigme, de nos modes d'organisation et choix de société.**

**Lorsqu'on sait que les scénarios de décarbonation sont pensés à partir d'hypothèses factuellement discutables**, ouvertes à la possibilité de verdir suffisamment la croissance économique au moyen de la substitution des énergies fossiles par des énergies renouvelables, on peut effectivement douter de leur pertinence pour nous conduire vers une société prospère.

<sup>9</sup> Note de l'EEA : <https://www.eea.europa.eu/en/europe-environment-2025/countries/belgium>

<sup>10</sup> Baromètre de la transition de la Belgique vers la neutralité carbone en 2050 : <https://climat.be/doc/barometre-2025-final-fr.pdf>

<sup>11</sup> Source : <https://negawatt.org/Scenario-negaWatt-2022>

Sans douter de l'intégrité des experts derrière ces scénarios ni de leurs compétences, nous constatons que le cahier des charges qui leur est imposé repose sur des variables d'entrée et modèles assez peu remis en perspective ou en question : le problème n'est pas méthodologique, il se situe au niveau du cadre de travail et plus particulièrement des paradigmes socioéconomiques et politiques afférents (croissance verte, transition énergétique, solutionnisme technologique, ...) <sup>12</sup>.

**Vous nous direz que ce n'est pas leur travail... mais si ce n'est celui de personne, comment en saisir les limites ?** Comment comprendre qu'une économie en croissance (postulat de départ), dans un contexte de raréfaction des ressources et de dépassement des limites planétaires, est très peu viable si l'on nous répète à l'envi que l'enjeu est avant tout technologique, et que nous serions capables d'augmenter la taille de l'économie, dans une logique d'accumulation, tout en diminuant la charge écologique ?

Comment accepter que le potentiel belge de production d'énergie décarbonée sera très largement inférieur à ce qui est attendu dans une économie, même semblable en taille à l'économie actuelle, à moins de reposer sur des hypothèses délirantes ou des logiques impériales non durables ?

Et si cette crainte est à demi-mot mentionnée, pourquoi continue-t-on de considérer ces scénarios comme réalistes et atteignables dans le contexte socio-économique que l'on connaît ?

Dès lors, pourquoi persister à croire qu'une réelle décarbonation de notre économie n'impliquerait pas de véritable changement de société, via une nouvelle organisation socio-économique capable de fonctionner autrement qu'en régime accumulatif, et à travers de nouvelles institutions politiquement pensées et gérées pour mettre en place une telle bifurcation ? Car qui dit nouvelle organisation socio-économique, dit aussi nouvelle organisation politique bâtie pour la régenter, nouveaux rapports sociaux, nouveaux critères de réussite sociale et donc nouvelle culture, ...

**Bref, dans l'éventualité où nos craintes vis-à-vis du système existant seraient fondées, il est urgent d'imaginer un plan B : une autre manière de nous organiser socialement, un nouveau cadre, un changement de système. Compte tenu des enjeux, il serait absolument dingue de ne même pas y songer et de négliger toutes les pistes alternatives pour des raisons purement idéologiques.**

---

<sup>12</sup> Pour en savoir plus sur les limites conceptuelles et pratiques de ces paradigmes (entre autres), nos articles :  
<https://tseb.be/le-mythe-de-la-croissance-verte-et-les-limites-a-la-croissance/>  
<https://tseb.be/transition-energetique-et-metaux-rares-veritable-issue-ou-impasse-totale/>  
<https://tseb.be/geo-ingenierie-et-techno-solutionnisme/>

Les scénarios bas carbone censés décrire plusieurs voies de décarbonation de la Belgique, se fondent sur le rapport produit par l'entreprise CLIMACT<sup>13</sup> ainsi que sur le scénario « référence » de l'Agence Internationale de l'Énergie<sup>14</sup> (car bien que s'agissant d'un scénario à l'échelle mondiale, il se base également sur le découplage et une économie en croissance, tout en proposant une trajectoire de décarbonation de l'économie mondiale dans un tel contexte).

L'objectif du présent travail est ainsi de **vérifier si une transition énergétique mise en place suivant un modèle « croissantiste »**, inscrit dans un régime socio-économique technocapitaliste, peut réellement garantir un avenir pérenne aux générations futures, démocratiquement implémenté et socialement pérenne, soit une société juste offrant un cadre de vie décent pour tous. Pour ce faire, nous analyserons la pertinence des hypothèses techniques et environnementales sur base desquelles les scénarios bas carbone ont été construits et peuvent paraître plausibles à première vue, afin de vérifier si celles-ci tiennent la route.

Si jamais ces hypothèses ont fort peu de chance d'être vérifiées au vu des contraintes à venir, les orientations idéologiques et le cadre sous-jacents (soit, **ce qui balise les scénarios bas carbone de la Belgique**) ne pourront plus être considérés comme intouchables et devront faire l'objet d'une révision ou critique de fond. En outre, le caractère systémique de la crise socio-écologique ne pourra être négligé dans la production de scénarios de décarbonation.

Dans ces conditions, **l'organisation d'une transition énergétique sans changement de paradigme serait ainsi tout sauf pertinente**, et dans cette optique, il apparaît que l'étude des limites à la transition énergétique en Belgique est un incontournable pour paver la transition écologique du pays : rendre compte de ce qui est réellement possible biophysiquement, est un bon point de départ pour cerner quels seraient les projets politiques compatibles.

La mise en évidence de limites intrinsèquement structurelles à la transition énergétique supposerait alors une profonde reconfiguration du système économique actuel pour réellement décarboner. Dans ce cas, **le concept de décroissance** pourrait-il faire partie des pistes pour transitionner : celles qui sont porteuses de changements systémiques et paradigmatiques capables de rendre nos sociétés et modes de vie compatibles avec un monde plus juste, équitable, démocratique, solidaire et écologiquement soutenable ? Affaire à suivre tout au long de nos travaux...

<sup>13</sup> Source : <https://climat.be/2050-fr/analyse-de-scenarios>

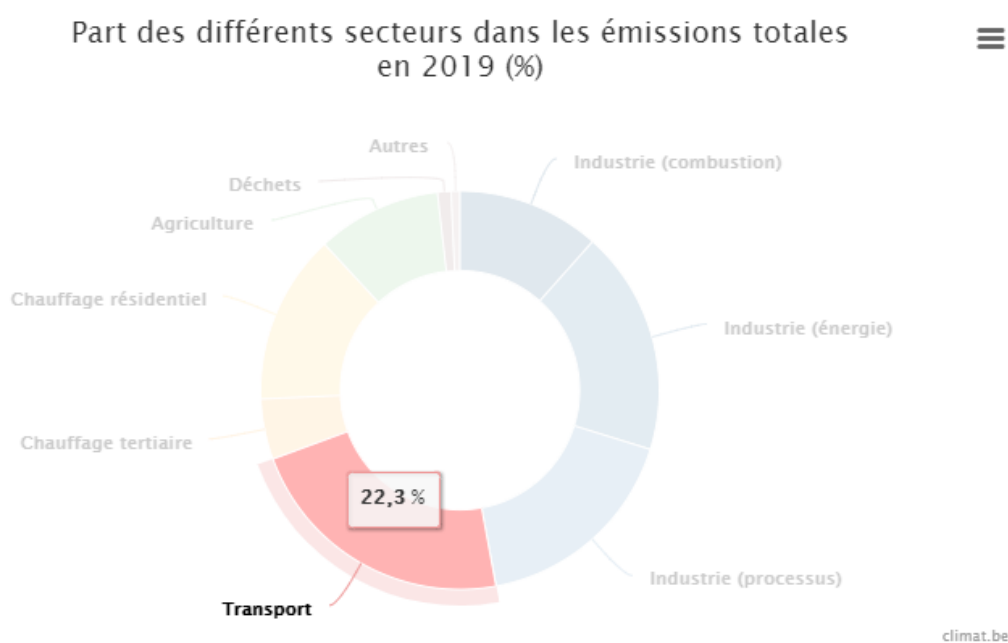
<sup>14</sup> Source : <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>

## 4.2. Analyse de la décarbonation du parc automobile belge

### 4.2.1. Etude de répartition des Gaz à Effet de Serre (GES) dans le secteur de la mobilité

Le groupe de travail sur la mobilité a présenté en 2021 son premier rapport sur les émissions de GES liées à la voiture<sup>15</sup>. Voici les points clés qui s'en dégagent :

- Le transport correspondait à 22% des émissions en 2019 en Belgique, soit le deuxième plus gros émetteur derrière l'industrie (énergie + combustion + production) qui reprend 47% et devant le chauffage résidentiel (14%).



- Un avion consomme bien plus qu'une voiture, mais ils sont bien moins nombreux à circuler ; en Europe, l'aviation et le maritime réunis ne reprennent que 7% environ des émissions contre 19% pour le transport routier.

<sup>15</sup> <https://tseb.be/project/rapport-1-ges-mobilite/>

# Émissions des transports en 2017

en part des émissions totales de gaz à effet de serre de l'UE [secteur UTCF exclu]



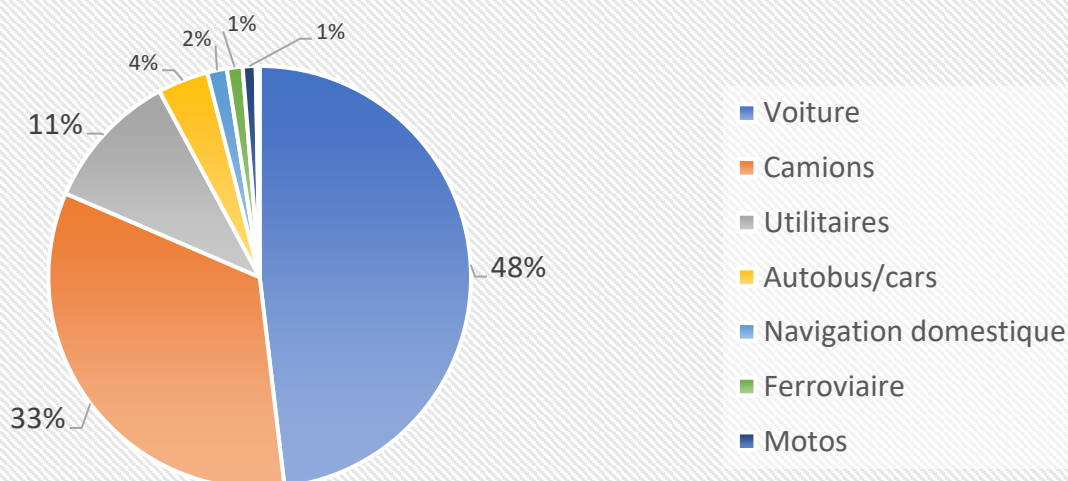
\*Énergie, agriculture, procédés industriels et utilisation des produits, gestion des déchets

Source : Agence européenne pour l'environnement (2019)



- Environ la moitié des émissions liées au transport routier peuvent être imputées à la voiture pour le transport domestique. Grosso modo, **environ 10% des émissions belges de gaz à effet de serre (GES) proviennent de nos voitures.**

## Répartition des émissions de GES pour le secteur des transports (22% des émissions nationales en 2019)



- Les estimations montrent que **le transport consomme à lui seul le budget carbone alloué à l'Europe pour rester à 2 chances sur 3 sous la barre des 1,5°C de réchauffement** (budget carbone qui ne reprend pas les émissions historiques, sinon autant dire qu'il ne nous reste pas grand-chose...).

Dire que la voiture a un impact négligeable, c'est finalement omettre 10% des émissions totales du pays ! Pourtant, **le transport est l'un des seuls secteurs dont les émissions continuent d'augmenter**, notamment avec l'augmentation du nombre de voitures par personne, les ventes de SUV et autres voitures super consommatrices, etc.

Dans le même temps, entre 10 et 15% des émissions proviennent du transport de marchandises (avions + camions + navires). En plus de veiller à la consommation des véhicules, **penser à limiter les flux physiques d'un bout à l'autre du monde, et à plus long terme relocaliser**, est impératif !

#### **4.2.2. Analyse de l'électrification du parc automobile belge**

Comme le mentionne notre rapport sur le sujet<sup>16</sup>, il est estimé que le remplacement du parc automobile pourrait permettre une réduction brute des émissions de gaz à effet de serre en Belgique de 1 à 6% des émissions actuelles.

Cette économie est permise par le rendement hautement supérieur du moteur électrique vis-à-vis de son homologue thermique, mais est nuancée par le mix énergétique utilisé pour produire l'énergie électrique, puisque les projections pour les années à venir misent principalement sur le gaz pour remplacer le nucléaire. Ainsi, contrairement à ce qu'on peut parfois entendre, la voiture électrique semble effectivement avoir un impact moins négatif sur l'environnement (en tout cas, du point de vue des GES) que son homologue thermique.

Toutefois, les objectifs de l'UE étant de réduire les émissions de 55% d'ici 2030 (émissions nettes, c'est-à-dire qu'on décompte le « captage » du CO<sub>2</sub> par les arbres ou autres, ce qui est assez flou), une réduction dans le meilleur des cas de 6% serait à peine suffisante pour atteindre cet objectif et ne permettrait quand même pas au secteur de viser la neutralité (-80% des émissions actuelles) d'ici 2050 sans mesures supplémentaires. A cela, ajoutons qu'en cas de sortie du nucléaire, les gains deviennent insignifiants et bien en deçà des objectifs visés.

La durée de recharge et l'autonomie réduite font partie des sacrifices qui permettent cette légère avancée. La durée de vie d'une voiture électrique ne semble pas aujourd'hui bien moins importante que celle des véhicules thermiques à essence.

<sup>16</sup> <https://tseb.be/project/rapport-2-electrification-parc-auto-belge/>

En cas de tensions géopolitiques et vu l'extrême difficulté de miser sur une production locale indépendante de pays tiers, **le risque principal se situe au niveau de la chaîne d'approvisionnement**, du fait d'une forte dépendance à un nombre limité de pays aussi bien pour les matières premières que pour leur transformation : même si les métaux nécessaires pour produire ces voitures semblent disponibles d'un point de vue géologique à court et moyen terme, ils sont concentrés dans certains pays ce qui implique des enjeux éminemment géopolitiques.

Restent également les enjeux autour des **impacts socio-écologiques des activités minières** nécessaires à la production de ces véhicules, notamment des batteries, d'ores et déjà faramineux (voir notre article sur la transition énergétique et les métaux rares<sup>17</sup>), sans oublier les impacts **liés à la production elle-même ainsi qu'aux déchets produits**. De plus, **les métaux ne sont pas renouvelables** (partiellement recyclables) donc tôt ou tard on finira par en manquer si l'on reste dans une dynamique de croissance à tout va.

In fine, au regard des objectifs fixés, **le passage à un parc totalement électrique pourrait avoir un impact positif mais pas significatif tant que la production d'électricité ne sera pas décarbonée**. Le choix d'un véhicule électrique aujourd'hui ressemble donc plus à un pari sur notre capacité future à produire une électricité « verte » qu'à une réelle avancée.

En définitive, sans surprise, une solution technologique isolée ne permet pas d'avancée significative en termes d'émissions de gaz à effet de serre pour une utilisation similaire. En réalité, la limitation du nombre de kilomètres parcourus en voiture reste la clé, à la fois individuellement et surtout collectivement, via une reconfiguration de notre système économique compatible avec une mobilité plus douce.

In fine, **en plus d'une électrification intelligente et réfléchie** (infrastructures énergétiques moins fossiles, véhicules bien plus légers et moins puissants, meilleure maîtrise des impacts socio-écologiques des filières, ...), voici donc quelques idées relevant du bon sens, mais pas moins essentielles pour réduire les pressions environnementales liées à la voiture :

- Limiter les trajets quotidiens en relocalisant l'activité au plus proche des personnes ;
- Renforcer les transports en commun, favoriser la mobilité douce (vélo, trajets à pied) lorsque c'est possible ;
- Faciliter l'intermodalité comme par exemple le covoiturage, et mettre en place des mesures (\*) pour limiter le nombre de véhicules au sein des ménages ou en circulation.

---

<sup>17</sup> Notre article sur le sujet : <https://tseb.be/transition-energetique-et-metaux-rares-veritable-issue-ou-impasse-totale/>

(\* ) Il est impératif qu'elles soient implémentées dans un esprit de justice sociale, avec de véritables alternatives en parallèle, permettant à toute personne de répondre à ses **besoins** en déplacement une fois ceux-ci bien identifiés et collectivement arbitrés : « avoir besoin de rouler en SUV » n'est ni prioritaire ni vital si des alternatives existent et que nos critères de réussite sociale changent.

Dans l'optique de déterminer les contours d'une nouvelle économie plus en phase avec les enjeux cités plus haut, et en vue de pouvoir élaborer une proposition de réorganisation de la mobilité belge dans un tel cadre, le groupe de travail chargé du projet mobilité se donne pour objectif une compréhension plus affûtée du concept de décroissance et des changements qu'impliquerait une économie de la décroissance. Une fois cette démythification effectuée, le collectif devra nécessairement tenir compte de la mutation de l'économie belge dans sa forme actuelle (capitaliste néolibérale), vers une économie belge décroissante.

### **4.3. Projet écohabitat léger autosuffisant**

Suite à plusieurs échanges au sein du collectif sur les secteurs les plus carbonés/énergivores en Wallonie et en Belgique, TSEB a constaté que les logements consommaient en 2015 plus de 26% de l'énergie finale en Wallonie, et qu'en 2022, le secteur représentait encore 23% de la consommation totale d'énergie finale wallonne<sup>18</sup>.

En s'intéressant à la répartition de la consommation énergétique dans les logements, et en s'appuyant sur les chiffres du CEREN de 2022 pour la France métropolitaine, le collectif de TSEB a également pu s'apercevoir que le chauffage est de loin le poste le plus énergivore, 63% de l'énergie consommée dans un logement servant à chauffer l'habitation<sup>19</sup>.

En regardant au niveau des émissions sectorielles, étant donné que la grande majorité des systèmes pour le chauffage résidentiel fonctionnaient encore au fioul ou au gaz en 2014<sup>20</sup>, on retrouve par ailleurs une contribution du secteur loin d'être négligeable, avec **une part de 13% des émissions de gaz à effet de serre en Belgique imputables au chauffage résidentiel en 2023**<sup>21</sup>. En outre, le logement constitue l'un des secteurs les plus émissifs de Belgique, et il convient d'expérimenter de nouvelles façons d'habiter plus respectueuses des limites écologiques.

Fort de ces constats, le collectif s'est penché sur la manière de répondre à la problématique, en prenant la décision de rechercher une solution technique low-tech existante, c'est-à-dire :

<sup>18</sup> <https://www.iweps.be/indicateur-statistique/consommation-denergie-secteur-vecteur/>

<sup>19</sup> <https://www.ceren.fr/publications/les-publications-du-ceren/>

<sup>20</sup> <https://etat.environnement.wallonie.be/contents/indicatorsheets/MEN%20Focus%201.html>

<sup>21</sup> <https://climat.be/en-belgique/climat-et-emissions/emissions-des-gaz-a-effet-de-serre/emissions-par-secteur>

- utile (répondant à un besoin, ici le logement) ;
- durable (nécessitant peu de ressources matérielles/énergétiques pour être fabriqué, pour fonctionner et être entretenu, peu polluant, avec des matériaux biosourcés et produits localement) ;
- accessible à tous (open source, avec des compétences et savoir-faire facilement transmissibles, peu coûteux) ;

En outre, l'objectif serait de développer un habitat capable de durablement contribuer à faire baisser l'empreinte carbone du secteur du logement s'il était massivement adopté, ou si les systèmes embarqués et le fonctionnement général de cet écohabitat étaient réutilisés dans le cadre d'une rénovation ou réhabilitation à large échelle des bâtiments existants.

Après une nouvelle phase de recherche, les membres du collectif impliqués dans le processus délibératif ont fait le choix de lancer un projet portant sur la conception, la fabrication et l'étude d'un écohabitat léger autosuffisant, composé de technologies dites « low-tech »<sup>22</sup>. La finalité a donc été réfléchi en amont du projet, en intelligence collective et en adéquation avec la raison sociale de TSEB.

Nos recherches sur la législation en vigueur, sur les techniques de production énergétique et sur les matériaux locaux biosourcés ont notamment permis d'admettre :

- qu'une tiny house modulaire, c'est-à-dire conçue comme un ensemble de modules interfacés et interchangeable, apparait comme la meilleure option pour s'adapter à tout type d'environnement et répondre aux besoins de plus grands ménages (la formule de base étant prévue pour un couple vivant seul) ;
- que les capacités de production en matériaux locaux biosourcés sont a priori suffisantes pour produire ce type d'habitat un grand nombre de fois, moyennant certains arbitrages ;
- que l'habitation doit pouvoir rester transportable : pas besoin de fondations mais un système d'ancrage de l'habitat devra tout de même rester possible dans le cas où celui-ci s'avérerait utile ;
- que la domiciliation dans ce type d'habitat reste compliquée, mais au vu de la demande croissante, nous espérons que les choses vont progressivement évoluer dans le bon sens ;

---

<sup>22</sup> Pour en savoir plus sur la démarche low-tech : <https://lowtechlab.org/fr/la-low-tech>

L'habitat que nous cherchons à réaliser ici se distingue des tiny houses traditionnelles par son autonomie (énergétique/hydrique), par son bilan énergétique global, par le caractère local d'un maximum de ses éléments de fabrication et matériaux, par son empreinte écologique/carbone (depuis sa fabrication et la réalisation des matériaux/produits qui seront utilisés, jusqu'à son utilisation) et par son aspect low-tech, entre autres ; tout cela sans perte notable de confort.

Pour donner un exemple concret, si l'empreinte écologique d'un habitant d'une tiny house est 2x inférieure à celle d'un résident d'une habitation standard, **notre habitat vise à réduire l'empreinte écologique de l'habitant par 4, soit ce qui correspond à peu près à ce qu'il faudrait au secteur de l'habitat pour garantir sa neutralité carbone d'ici à 2050<sup>23</sup>.**

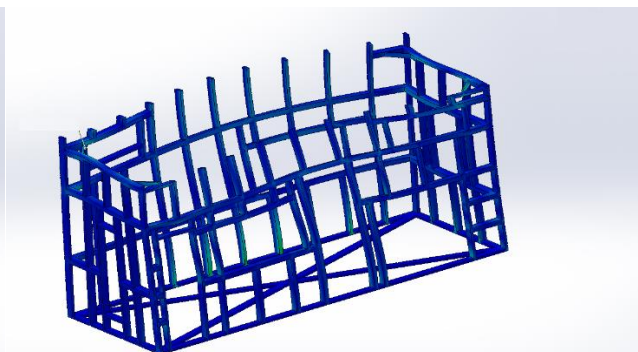
Une fois le projet lancé, le collectif a décidé succinctement :

1. De classer les matériaux listés par catégorie en fonction de leur usage/utilisation, et d'en déterminer les paramètres et propriétés-clés (certaines étant déjà renseignées). Nous pourrons ainsi établir dans chaque catégorie un classement des matériaux à utiliser et favoriser l'utilisation de ceux qui se distinguent des autres par rapport aux critères importants.
2. De rechercher, pour chaque matériau, l'énergie grise (l'énergie consommée pour extraire les matières premières utilisées, ainsi que l'énergie consommée durant tout le processus de transformation des matières premières et de fabrication du matériau), l'empreinte carbone, la durabilité/longévité du matériau, la recyclabilité et la renouvelabilité des ressources utilisées pour leur fabrication.

Si le projet n'en est encore qu'au stade de conception, **le dimensionnement de l'ossature bois est à présent terminé**, bien que le choix des techniques d'assemblage et leur dimensionnement restent à faire en conformité avec les règles en vigueur.

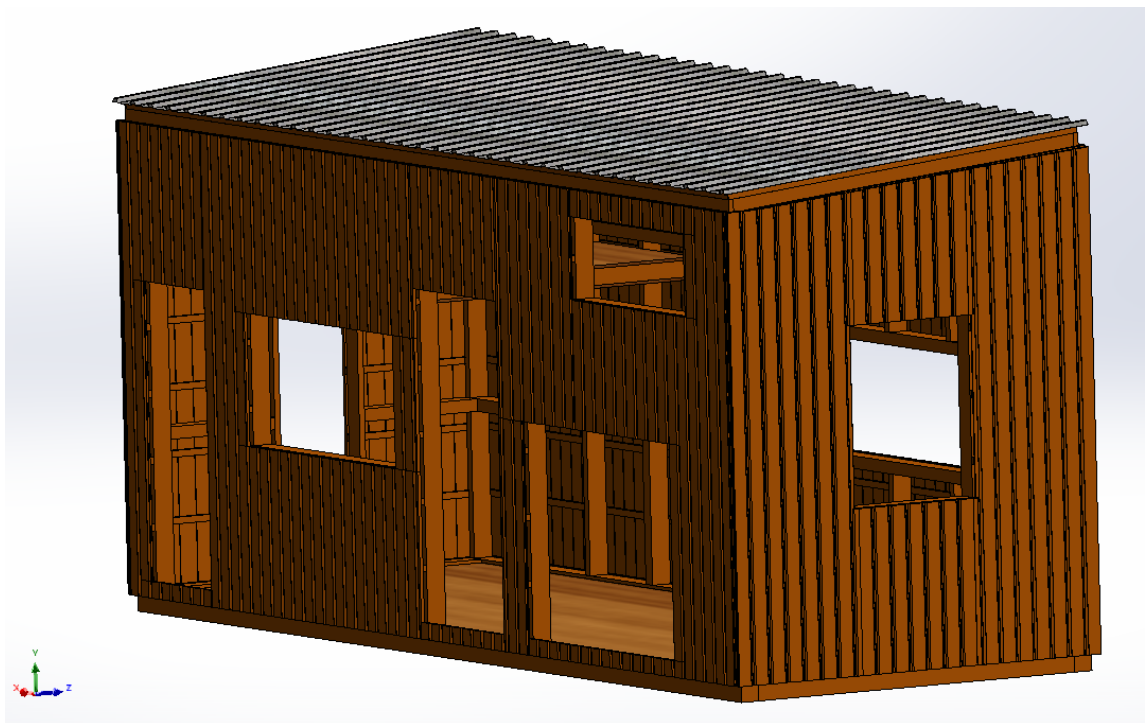
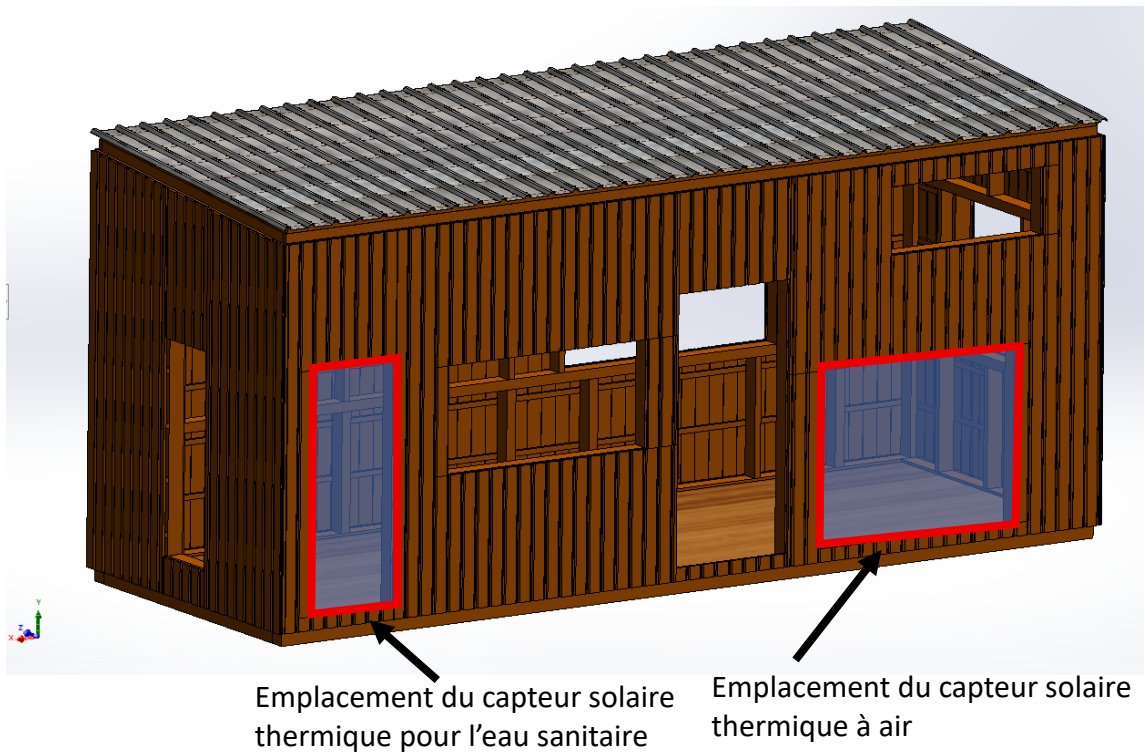


*Conception et dimensionnement de l'ossature bois  
(surface int. mezzanine incl. : 20m<sup>2</sup>)*



*Etude des contraintes et déformations dans la structure  
(échelle des déformations : 56 :1)*

<sup>23</sup> Pour en savoir plus sur l'objectif de neutralité carbone : <https://climat.be/2050-fr>



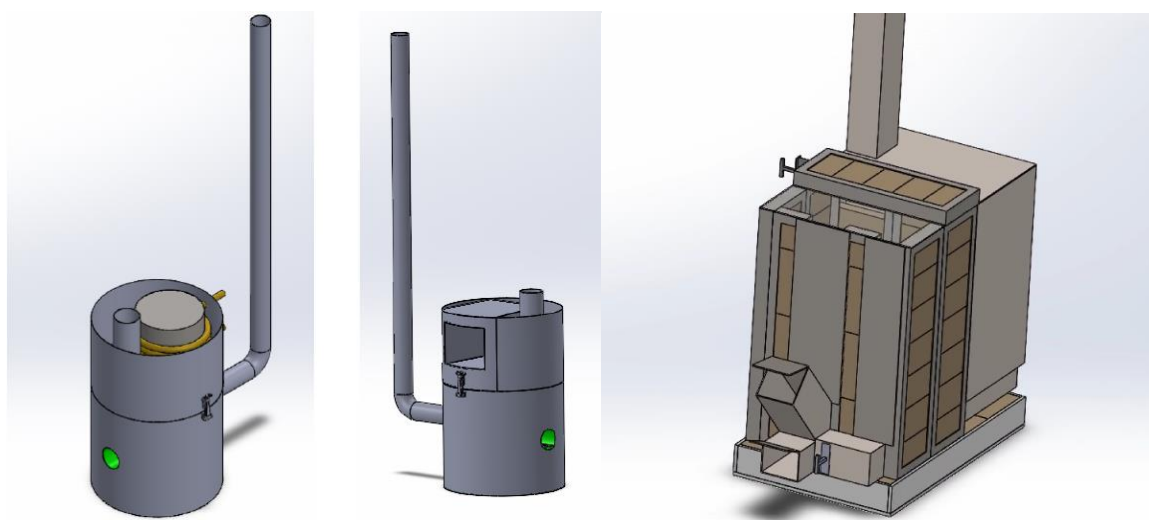
*Modèle 3D de la tiny house en cours de développement*

Les membres du collectif chargés du projet se sont également lancés dans le prédimensionnement du système de production d'électricité sur base de premières hypothèses qui ont été récemment affinées. L'objectif premier reste à ce stade la détermination d'une méthodologie ainsi que des outils de calcul qui permettront une réévaluation des besoins en énergie et en matériaux le cas échéant.

Au-delà de la conception mécanique de l'ouvrage, le dimensionnement thermique de l'habitat et des systèmes de production de chaleur ; la conception des systèmes de ventilation et de rafraîchissement naturel ; le système d'approvisionnement en eau, la filtration/potabilisation de l'eau et l'épuration des eaux grises ; l'intégration du système électrique ; la conception de l'architecture intérieure de l'habitat ; l'analyse des modalités de mise en œuvre pour garantir l'intégrité de l'habitat ; l'intégration et la répartition des masses sur la remorque ; ... sont autant de chantiers indispensables à la réalisation et à la bonne fonctionnalité de l'habitat.

Le travail à abattre reste donc conséquent, mais **nous espérons pouvoir démarrer les travaux de construction de l'habitat léger courant 2029, et visons son opérationnalité pour 2030.** L'écohabitat de TSEB sera alors soumis à de nombreux tests, dont celui d'accueillir durablement un occupant. Durant ce processus, **le collectif constituera au fil du temps une documentation sur la fabrication, l'utilisation et l'entretien du projet**, en plus de partager l'expérience du mode de vie en tiny house.

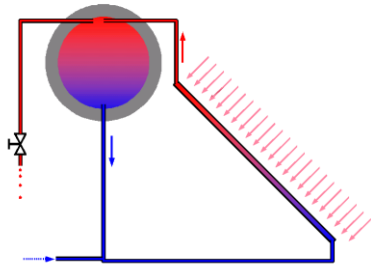
Pour nous aider, des étudiants en sciences de l'ingénieur industriel de l'HELMo Gramme (1<sup>ère</sup> année de Master) ont conçu deux modèles de poêle à masse. L'objectif du système, outre son caractère low-tech, est de chauffer l'habitat ainsi que l'eau sanitaire principalement durant l'hiver (lorsque le système de chauffage solaire est insuffisant), et de pouvoir éventuellement aider à la cuisson d'aliments via l'utilisation d'une marmite norvégienne.



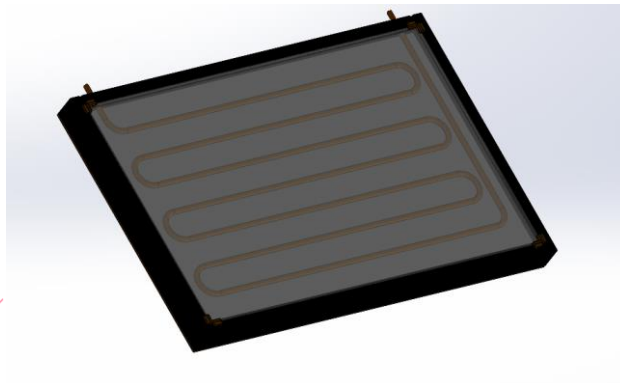
*Solutions de poêle à masse développées par les étudiants Ing. de l'HELMo Gramme*

Ces solutions présentant chacune leurs avantages et inconvénients, **le collectif de TSEB poursuivra le travail de conception entamé par les étudiants** afin de déterminer une combinaison satisfaisante entre les deux concepts présentés ci-dessus. Le poêle à masse sera alors réalisé avec l'aide d'artisans spécialistes afin de vérifier les derniers détails de conception, et le processus de fabrication sera documenté en parallèle. Enfin, le produit sera testé en conditions réelles en vue d'être intégré à l'écohabitat.

Dans la même optique, nous concevons et construisons un prototype de chauffe-eau solaire à effet thermosiphon en vue de l'expérimenter. Si les tests s'avèrent concluants, une version adaptée à l'écohabitat pourra être envisagée.



*Illustration de l'effet thermosiphon*



*Conception du capteur solaire thermique*



*Fabrication du capteur (en cours)*

Le collectif espérait terminer la fabrication du capteur courant de l'année dernière, mais les manques de disponibilité et de matériel, ainsi que des manquements au niveau de la conception, ont retardé la mise en œuvre. Les premiers tests devraient toutefois voir le jour cet été.

## **4.4. Interventions extérieures et démarches de sensibilisation**

### **4.4.1. Réseaux sociaux**

- *Résultats du sondage TSEB 2025 - Facebook (Antoine, Arnaud)*

En août 2025, nous avons lancé un sondage visant à mieux cerner l'état des connaissances de nos followers vis-à-vis des enjeux socio-écologiques, la place que devraient occuper ces sujets dans le débat public, l'importance qu'ils accordent à ces enjeux dans leur quotidien ou encore comment l'association TSEB est perçue par notre public et ce qui pourrait l'aider à se développer.

A travers l'analyse des résultats, l'idée était également d'évaluer la portée de nos publications de vulgarisation, d'identifier des pistes d'amélioration autres que celles déjà envisagées et de mieux saisir ce qui freine nos concitoyens à agir à nos côtés.

Avec presque 450 followers sur notre page facebook, nous espérons que notre sondage puisse toucher entre 20% et 25% des personnes qui nous suivent. Malheureusement, seule 8% de notre communauté facebook a répondu à l'appel : parmi les répondants, essentiellement des personnes faisant partie de l'entourage du collectif et déjà actives, c'est-à-dire qui réagissent déjà au contenu de notre page et s'intéressent d'assez près à nos activités.

En définitive, les résultats de ce sondage sont relativement peu exploitables pour représenter une grande diversité de profils et répondre à nos attentes. Ceci étant dit, tout en restant prudents sur l'interprétation de ces résultats, nous pouvons dégager quelques éléments de réponse, certains venant corroborer ce que nous pensions déjà :

- 100% des répondants estiment que le réchauffement climatique est bien réel, bien que 20% pensent que ce dernier n'est pas 100% d'origine anthropique, et plus de la moitié des répondants ne sont pas encore familiers avec le concept des limites planétaires. Cela signifie qu'une part significative de nos abonnés même les plus assidus n'ont pas saisi ces informations clés malgré nos nombreuses publications et articles sur le sujet.
- La très grande majorité des répondants pensent qu'il est urgent d'agir pour le climat et ont conscience que les écogestes (même les plus héroïques) ne suffiront pas pour limiter efficacement le changement climatique<sup>24</sup>. Par contre, la moitié se sentent impuissants et pensent que le citoyen a peu d'influence, notamment par rapport aux entreprises et à l'Etat.

---

<sup>24</sup> Pour en savoir plus, notre article : <https://tseb.be/comment-reduire-son-empreinte-carbone-a-lechelle-individuelle/>

- Environ 2/3 des répondants estiment se sentir impliqués de façon hebdomadaire ou quotidienne en faveur de l'écologie ; lorsqu'on creuse les raisons d'un manque d'implication, 30% des répondants désignent un manque de temps et 60% voudraient en faire plus s'ils en avaient la possibilité.
- Parmi les points à améliorer, par ailleurs soulevés par notre propre auto-évaluation, les répondants ont indiqué notre communication (produire d'autres formats, utiliser d'autres réseaux), le caractère concret de nos actions et le travail de réseau.

Pour résumer, entre :

- malinformation et désinformation ambiante, une mauvaise valorisation algorithmique de nos contenus sur les réseaux sociaux, les nombreux biais largement appuyés par nos environnements sociaux (qui favorisent certaines croyances au détriment du réel) et un manque de temps pour s'investir dans des projets ou vérifier les sources, recouper les informations, comprendre en profondeur des sujets qui sont éminemment complexes ;
- un sentiment d'impuissance face à une situation (sociale, politique, écologique) qui démobilise le citoyen et altère notre capacité collective à revendiquer et exercer notre souveraineté politique ;

Il est peu vraisemblable que nous trouvions, parmi nos followers, de nouvelles ressources capables de s'investir durablement dans le collectif. C'est pourquoi nous devons impérativement élargir notre scope et nous adresser à des personnes situées au-delà de notre communauté sur les réseaux.

Enfin, nous notons un cruel manque de compétences (et de temps !) de notre part en matière de communication pour animer continuellement nos réseaux et rendre notre contenu plus pédagogique, attractif et synthétique (bien que cet aspect soit discutable si l'on veut rendre véritablement compte de la complexité des sujets à traiter).

Malheureusement il est difficile, avec nos moyens actuels, de générer une force de sensibilisation et de mobilisation digne de ce nom. De plus, nous n'avons pas la prétention d'incarner (et encore moins remplacer !) les nombreux médias spécialisés sur les questions socio-écologiques. Par ailleurs, nous ne pensons pas que les réseaux soient les plus adaptés à notre approche systémique.

**Nous avons donc décidé d'utiliser nos réseaux essentiellement pour communiquer sur l'évolution de notre association, les résultats de nos avancées et travaux, les événements auxquels nous prenons part, et de poursuivre notre travail de sensibilisation / vulgarisation en dehors des réseaux, à travers nos interventions extérieures ou via nos articles rédigés et partagés sur notre site.**

Concernant le caractère concret de nos actions, nous sommes malheureusement limités par l'actuelle taille du collectif, qui dénombre très peu de participants réguliers. Hormis nos interventions rémunérées et l'un ou l'autre don, **nous n'avons pour l'instant aucune source de financement**, limitant là aussi les ressources mobilisables pour chaque projet du collectif.

Pour nuancer ce sentiment, le contenu de ce rapport d'activités témoigne tout de même de quelques chantiers déjà bien entamés : autant de choses concrètes développées, mais dont la finalisation prendra un certain temps.

Nous rappelons aussi que nous n'allons pas pouvoir résoudre la crise socio-écologique tout seuls : du reste, ce n'est nullement notre prétention. Par contre, nous sommes convaincus que c'est **l'action citoyenne** et **le fait d'œuvrer ensemble** qui nous « empouvrera », nous permettra de changer les choses dans le bon sens : **la solution, c'est vous autant que nous !**

Quant au travail de réseautage de l'association avec d'autres services, 2025 n'aura été témoin d'aucune grande évolution en la matière. Ce travail devra donc être impérativement poursuivi et accéléré en 2026.

#### **4.4.2. Interventions extérieures**

- *Repair Café en collaboration avec l'HELMo Gramme à Liège (Antoine)*

Un atelier Repair Café a été organisé dans le cadre de travaux scolaires à charge des étudiants fin 2025. Il s'agissait en outre de soutenir, d'encadrer et d'accompagner les étudiants dans l'animation, la gestion et la réalisation des activités du Repair Café, en partenariat avec le corps enseignant de l'Institut Gramme.

- *Atelier sur l'influence des enjeux de soutenabilité écologique sur les conflits à la JDH de l'HELMo (déc 2025)*

Cette année encore, TSEB a eu le privilège de participer en tant qu'intervenant à [la journée des Droits Humains organisée par la Haute École Libre Mosane<sup>25</sup>](#) (HELMo). Durant cette édition, qui portait sur les enjeux contemporains liés aux droits humains dans une période marquée par la multiplication des conflits, nous avons proposé aux étudiants **un atelier de réflexion sur l'influence des enjeux de soutenabilité écologique sur les conflits socio-environnementaux**, dans un format participatif et interactif.

Les participants ont ainsi travaillé la thématique en intelligence collective sous la forme de groupes, au travers de 4 questions ayant pour but de :

<sup>25</sup> <https://www.helmo.be/fr/agenda/journee-des-droits-humains-2025>

- 1) renverser un problème auquel l'on songe spontanément (l'impact écologique des conflits) pour y introduire une réflexion plus générale autour de la soutenabilité, et en particulier la soutenabilité écologique ;
- 2) penser les conditions nécessaires pour rendre notre monde soutenable, et voir si la manière actuelle de répondre aux enjeux de soutenabilité, ou encore de les concevoir, est pertinente ou non ;
- 3) déterminer en quoi l'absence de (ou mauvaise) réponse à ces enjeux renforce la dynamique actuelle des conflits, à travers différents exemples ;
- 4) réfléchir à des changements structurels, systémiques, qui pourraient rendre notre société ou monde plus soutenable et, in fine, réduire les conflits.

**Compte tenu du nombre de limites planétaires dépassées et de l'intensité de leur dépassement, TSEB n'a pas manqué de rappeler que notre monde est très loin d'être soutenable. De même, l'ensemble articulé des réponses envisagées (croissance « verte »<sup>26</sup>, transition énergétique<sup>27</sup>/décarbonation, circularité de l'économie, efficacité énergétique) ne permet pas de revenir dans les limites que nous dépassons toujours plus.**

Cette mauvaise réponse apportée pour revenir dans les [limites écologiques](#) catalyse les conflits, et le problème n'étant pas technique mais bien structurel, systémique, quelques aménagements dans le système actuel ne suffiront pas pour rendre soutenables, paisibles nos sociétés ; **il faut changer de système !**

Il est donc, entre autres choses, **urgent de s'autoriser l'abandon des paradigmes dominants actuels**, de renouer avec l'esprit démocratique, de construire des rapports d'entraide et de solidarité en lieu et place de coups de force à toutes les échelles, ... Bref, de faire émerger collectivement de nouveaux projets de société éco-compatibles, dans un esprit de justice sociale et dans le souci du bien-être !

A nous de réfléchir ensemble aux chemins qui nous permettraient d'y parvenir, à la lumière des connaissances !

---

<sup>26</sup> Lire notre article : <https://tseb.be/le-mythe-de-la-croissance-verte-et-les-limites-a-la-croissance/>

<sup>27</sup> Lire notre article : <https://tseb.be/transition-energetique-et-metaux-rares-veritable-issue-ou-impasse-totale/>

## 5. Perspectives 2026

L'année dernière, nous avons pour ambition d'accélérer le réseautage de TSEB et d'accroître notre visibilité. Or, les résultats obtenus ne peuvent nous donner satisfaction et il sera nécessaire d'intensifier ce travail en 2026.

Au regard de l'actuelle conjoncture qui fragilise un peu plus le secteur non marchand, l'Organe d'Administration a décidé de focaliser l'élaboration du réseau de TSEB sur sa mise en relation avec d'autres services (collectifs, associations, fondations), et de moins se mobiliser pour attirer de nouveaux membres vers le collectif, compte tenu de nos moyens relativement limités.

En outre, le réseautage de TSEB sera axé sur la rencontre d'associations afin de résister aux nouvelles mesures du gouvernement et construire des actions collectives ; de se renseigner sur les réseaux qui déjà constitués et de les rejoindre si TSEB y trouve sa place.

Histoire de maintenir la motivation de ses membres, le collectif se contentera en 2026 de travailler sur ce qu'il peut faire avec les moyens actuels, en résonance avec les aspirations de chacun : en d'autres termes, le collectif privilégiera les travaux qui suscitent du désir chez ses membres et délaissera les aspects plus rébarbatifs sauf impérative nécessité. A cet égard, les projets suivants seront priorisés :

- projet tiny house (objectifs plus clairs à définir dans le groupe de travail)
- analyse des limites à la transition énergétique en Belgique
- projet analyse GES du secteur de la production alimentaire.

En ce qui concerne notre demande de principe introduite en janvier 2025, nous sommes toujours sans nouvelles des pouvoirs publics et avons déjà noté que toute nouvelle demande de subside auprès de la FwB serait gelée d'ici à 2029 au moins. Ces circonstances nous imposent de rechercher d'autres sources de financement (mécénat, ...) pour développer nos activités.

Enfin, nous espérons une participation à la prochaine JDH de l'HELMo, événement que l'association considère à présent comme incontournable après avoir pris part aux deux éditions précédentes.

En guise d'épilogue, **faire transition** n'a jamais paru si vital. En dehors du mépris et de l'ignorance, nous savons que **notre approche est essentielle** et nous poursuivrons coûte que coûte les activités de TSEB avec la même ferveur et la même détermination qu'au moment de sa création, peu important nos moyens !

Pour le reste, que tous les Belges puissent s'investir conjointement dans l'élaboration de nouveaux projets de société souhaitables, désirables et conformes aux enjeux : tel est notre pieux vœu !